

L'OCCIDENT ET LE « PRINTEMPS ARABE » : UN CHOIX ENTRE REALPOLITIK ET DÉMOCRATIE

Par Aymane Chaouki, diplômé d'IRIS SUP' en relations internationales

La menace iranienne comme prétexte à la contre-révolution arabe à Bahreïn ?

A Bahreïn, depuis le 14 février, la contestation est vive à l'encontre du gouvernement qui a eu recours à la force pour endiguer le mouvement d'opposition. La répression du peuple, dénoncée par Amnesty International(2), a pris une nouvelle ampleur lorsque le roi Hamad bin Issa al-Khalifa, a décrété l'état d'urgence dans le pays et a fait appel à ses alliés du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) pour réprimer les manifestants. L'intervention de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis et du Qatar à Bahreïn constitue une véritable tentative de juguler la diffusion de la révolution arabe au Moyen-Orient qui menace la survie des régimes autoritaires de la région. Ainsi, à l'image de l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968 par la coalition du Pacte de Varsovie pour mettre un terme au « printemps de Prague », une coalition des forces du CCG intervient à Bahreïn pour mettre fin au « printemps arabe »(3). Cette intervention armée impulsée par Ryad recouvre plusieurs enjeux stratégiques.

Tout d'abord, il s'agit pour le roi Abdallah de se prémunir contre la montée de la contestation arabe en adressant un message fort à l'opposition saoudienne et aux mouvements d'opposition des pays du Golfe. Ensuite, Bahreïn représente un véritable enjeu sécuritaire pour Ryad dans sa lutte d'influence qui l'oppose à l'Iran. En effet, la population bahreïnienne est majoritairement chiite et entretient une relation étroite avec l'Iran, perçue dans la région comme le phare du monde chiite. De plus, comme en Syrie où la minorité alaouite chiite domine une population majoritairement sunnite, Bahreïn est dominé par un pouvoir sunnite et l'Arabie Saoudite souhaite veiller à son maintien. Depuis la révolution islamique de 1979, l'Arabie Saoudite a toujours entretenu la psychose d'une diffusion de la révolution chiite au Moyen-Orient qui redistribuerait les cartes dans la région. Ainsi, pour le champion sunnite, tout soulèvement chiite dans la région est perçu comme une tentative de Téhéran d'accroître son influence régionale comme ce fut le cas en 1981. Le régime iranien

avait alors orchestré une tentative de soulèvement à Bahreïn pour renverser le pouvoir en place à l'aide de groupes chiites locaux.

De plus, l'Iran revendique toujours publiquement l'archipel comme faisant partie de son territoire historique « en insistant sur l'iranité des 75% de chiites qui peuplent l'Emirat(4) ». L'Iran dispose également d'un véritable réseau politico-religieux qui lui permet d'influer sur la communauté chiite de Bahreïn. Des organisations de disciples participent, en dehors des politiques étatiques, au développement des relations entre chiites. L'Iran bénéficie également de l'autorité des grandes écoles de théologie situées dans les villes saintes iraniennes. Ces écoles participent à la promotion des relations entre l'Iran et le monde chiite et entretiennent des réseaux transnationaux entre les leaders religieux iraniens et leurs homologues régionaux. Elles dispensent également des enseignements « iranisés » aux futurs leaders chiites des pays voisins qui pourront par la suite défendre une position pro-iranienne sur la scène régionale. Ainsi, l'Arabie Saoudite, qui a assisté à l'ascension politique des communautés chiites au Liban et en Irak souhaite éviter un scénario similaire à Bahreïn. Or, il semble que le facteur religieux ne pèse pas vraiment dans la contestation populaire à Manama et qu'il constitue avant tout un prétexte pour l'Arabie Saoudite de venir en aide à son allié. En effet, les revendications du peuple bahreïni sont similaires à celles qui ont motivé les peuples tunisiens, égyptiens et libyens, à savoir l'égalité sociale, la fin des discriminations et le changement de régime politique. Cependant, la carte chiite permet aux Saouds d'idéologiser le conflit afin de jouer sur la menace iranienne. Or, qu'advierait-il si l'Iran invoquait « la responsabilité de protéger » pour intervenir militairement à Bahreïn ? L'Arabie Saoudite se livre ainsi à un jeu dangereux qui peut mener à une escalade militaire entre Ryad et Téhéran et à la cristallisation des tensions entre sunnites et chiites dans la région.

Le dilemme de l'Occident face à la diffusion des révolutions arabes au Moyen-Orient L'Arabie Saoudite compte sur la retenue de ses alliés occidentaux pour mener la contre-révolution au Moyen-Orient. En effet, la réaction mesurée des Etats-Unis devant la répression du peuple bahreïni contraste avec la fermeté affichée à l'encontre de la Libye(5). Washington s'est ainsi abstenu de condamner le déploiement des troupes du CCG dans l'archipel et l'instauration de l'état d'urgence. Si l'administration Obama est en faveur de réformes politiques et

sociales, en revanche elle ne souhaite pas forcément la chute du régime en place. En effet, Bahreïn est un allié traditionnel de Washington dans la région et abrite le quartier général de la Vème flotte américaine chargée d'assurer la sécurité du détroit d'Ormuz par lequel transitent 40% du pétrole mondial. De plus, le pouvoir sunnite en place à Bahreïn constitue un rempart contre l'ascension politique des chiites qui renforcerait la position de l'Iran dans la région. Aussi, les Etats-Unis sont réticents à la diffusion du « printemps arabe » chez leurs alliés stratégiques du Golfe car cela pourrait conduire à un changement de politique à l'égard d'Israël. Le dilemme s'était également présenté en Egypte où les Etats-Unis n'ont soutenu le renversement de Moubarak qu'à partir du moment où l'armée égyptienne a assuré que le traité de paix avec Israël ne serait pas remis en cause.

En outre, Washington ne peut pas prendre le risque d'un soulèvement en Arabie Saoudite, troisième au rang de leurs fournisseurs en pétrole et premier producteur mondial. Les conséquences seraient désastreuses pour la relance de l'économie mondiale qui a été ralentie par la flambée des prix des hydrocarbures et ses répercussions sur les marchés financiers. Le 15 mars dernier, le prix du baril culminait aux alentours de 115\$, soit une augmentation de 50% par rapport à 2009-2010(6). L'augmentation est due aux soulèvements dans les pays arabes et à la menace qui plane sur les producteurs de pétrole au Moyen-Orient. Cependant, l'AIE a déclaré qu'à l'heure actuelle, seule la production du pétrole libyen était affectée(7), expliquant ainsi la forte mobilisation des puissances occidentales pour intervenir militairement contre le colonel Kadhafi. Par ailleurs, la division de l'Europe sur l'intervention en Libye s'explique aussi par le fait que « l'Europe importe environ 80 % des 1,3 million de barils par jours exportés par la Libye(8) ». Ainsi, la duplicité des puissances occidentales à l'égard des révoltes arabes s'explique principalement par des considérations de *realpolitik*. A titre d'exemple, le 17 mars, le porte parole du Quai d'Orsay a fermement condamné la répression du peuple syrien par le régime de Bachar El Assad mais a affiché beaucoup plus de retenue concernant les événements à Bahreïn édulcorant même l'intervention militaire conjointe de l'Arabie Saoudite et des EAU(9).

Toutefois, il semble que les puissances occidentales effectuent un mauvais calcul en pensant que la sauvegarde de leurs intérêts au Moyen-Orient passe par le soutien à des dictateurs autoritaires mais utiles. Il serait beaucoup plus judicieux pour les Etats-Unis de parier sur le

peuple arabe et son désir de liberté. Le soutien occidental aux peuples arabes permettrait ainsi l'avènement d'une nouvelle ère au Moyen-Orient et contribuerait à redorer l'image des Etats-Unis qui s'est considérablement dégradée à l'issue des mandats de G.W. Bush durant lesquels on a réalisé que la démocratie ne s'imposait pas par la force. Dans le cas contraire, si la résolution 1973 venait à être appliquée « à la carte » selon qu'elle concerne des régimes alliés ou ennemis, les puissances occidentales pourraient faire face à une recrudescence du sentiment anti-occidental et un renforcement de l'extrémisme religieux qui consoliderait le leadership de l'Iran dans la région. Les gouvernements occidentaux doivent réfléchir à une vision stratégique à long terme et ne pas raisonner dans l'immédiateté en se posant une question fondamentale : quelles valeurs mettre en avant au Moyen-Orient pour les années à venir ?

L'Occident a le choix d'adopter une posture libérale et promouvoir la démocratie au Moyen-Orient en application de la théorie de la paix démocratique ou bien de raisonner en termes réalistes et soutenir des régimes autoritaires mais qui garantissent leurs intérêts dans la région.

Le 4 juin 2009, lors de son discours au Caire, Barack Obama a fait l'apologie de la démocratie en rappelant que pour sa mise en place, un gouvernement se devait de « conserver le pouvoir par le consentement du peuple et non la coercition(10)». Il ajouta également que « l'Amérique n'est pas le stéréotype grossier d'un empire qui n'a d'autre intérêt que le sien(11) ». Il est temps pour Barack Obama de joindre les actes à la parole et de soutenir l'élan démocratique des pays arabes. A l'heure où les considérations réalistes semblent primer sur les idéaux libéraux au Moyen-Orient, l'Occident a une occasion unique de rompre le cycle de méfiance et de discorde qui a régi les relations avec le monde arabe depuis plusieurs décennies.

(1) Galia Glume, Responsabilité de protéger, Centre d'études des crises et des conflits internationaux, 13/07/2006.

(2) Evidence of Bahraini Security Forces' Brutality Revealed, Amnesty International, 17/03/2011.

- (3) Olivier Da Lage, Bahreïn : l'empire contre attaque, <http://odalage.wordpress.com/>, 14/03/2011.
- (4) Pierre Pahlavi, Croissant chiite: fondements et limites, ACSP/CPSA, 2008.
- (5) Craig Whitlock, « White House appears reluctant to take hard line with Arab monarchies », The Washington Post, 17 mars 2011.
- (6) Pétrole: "ralentissement marqué" de l'économie mondiale si le prix du brut ne baisse pas, France24, 15/03/2011.
- (7) Ibid.
- (8) Emma Farge et Barbara Lewis, L'Europe peine à remplacer le brut libyen, Reuters France, 24/02/2011.
- (9) Alain Gresh, Du Bahreïn à la Libye, la contre-révolution ', Le Monde diplomatique, 17/03/2011.
- (10) Discours de Barack Obama au Caire du 04/06/2009: <http://1.usa.gov/eCh3nA>
- (11) Ibid.■

OBSERVATOIRE DES MUTATIONS POLITIQUES DANS LE MONDE ARABE

Dirigé par Béliq Nabli, directeur de recherche à l'IRIS

nabli@iris-france.org

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

iris@iris-france.org

www.iris-france.org